



COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT

6^{ÈME} RÉUNION CONSULTATIVE ANNUELLE CONJOINTE ENTRE LE CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE (CPS DE L'UA) ET LE COMITÉ POLITIQUE ET DE SÉCURITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE (COPS DE L'UE)

ADDIS ABÉBA, 11 JUIN 2013

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS de l'UA) et le Comité politique et de sécurité de l'Union européenne (COPS de l'UE) ont tenu leur 6^{ème} réunion consultative annuelle conjointe à Addis Abéba, le 11 juin 2013, dans le cadre de la Stratégie conjointe Afrique-UE. La réunion était co-présidée par l'Ambassadeur Rachid Benlounes, Président du CPS de l'UA pour le mois de juin 2013, et l'Ambassadeur Olof Skoog, Président permanent du COPS de l'UE.

La réunion s'est tenue dans le contexte du 50^{ème} anniversaire de l'OUA/UA, marqué par des progrès encourageants sur le continent africain, y compris une forte croissance économique et une baisse constante des conflits, malgré quelques situations de crise politique, sécuritaire et humanitaire complexes en Afrique de l'Ouest, dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique, ainsi que des situations de changement anticonstitutionnel de gouvernement, qui nécessitent des solutions durables.

La réunion a souligné la nécessité de poursuivre la coopération entre l'Union africaine et l'Union européenne en vue d'atteindre leurs objectifs communs: assurer la paix et la sécurité et promouvoir la gouvernance démocratique, le respect des droits de l'homme et l'État de droit, la protection des civils et la responsabilité pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Les discussions, qui ont porté sur la Guinée Bissau, le Mali/Sahel, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs, la République centrafricaine et la campagne pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur, ont permis de réaffirmer l'engagement du CPS de l'UA et du COPS de l'UE à intensifier leurs efforts communs en matière de prévention et de résolution des conflits, et l'importance de réponses coordonnées aux changements anticonstitutionnels de gouvernement, tout en s'attaquant aux causes profondes des conflits.

Coopération UA/UE dans le domaine de la paix et de la sécurité

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE se sont félicités du soutien apporté par l'UE à la mise en œuvre de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), à travers une approche multidimensionnelle englobant les dimensions politique, institutionnelle et financière, avec comme instrument principal de base, la Facilité pour la paix en Afrique (APF). Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont convenu d'accélérer l'opérationnalisation de l'APSA. L'UE a réaffirmé son engagement à poursuivre son appui à l'APSA et aux opérations de soutien à la paix conduites par l'Afrique, à travers l'APF. Les deux parties ont salué les efforts déployés par l'UA pour mobiliser davantage de ressources au niveau du continent et d'autres partenaires internationaux, afin de

mieux soutenir les initiatives de paix en cours en Afrique. Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont rappelé la nécessité pour les autres partenaires de relever le niveau de leur soutien aux efforts de paix conduites par l'Afrique.

1. Mali et Sahel

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont souligné leur attachement à la stabilité, à l'unité, à l'intégrité territoriale, à la gouvernance démocratique, à l'Etat de droit, au respect des droits de l'homme, au développement durable, ainsi qu'à une solution durable à la crise multidimensionnelle au Mali, à travers une approche holistique prenant à la fois en compte la sécurité, la gouvernance, la situation humanitaire et le développement. Saluant les efforts de stabilisation en cours, les deux parties se sont félicitées des progrès accomplis sur la voie de la sécurité et ont encouragé les parties prenantes au Mali à améliorer la situation humanitaire et des droits de l'homme. Appelant à une transformation douce et harmonieuse de la MISMA en MINUSMA, ils ont souligné que la nouvelle mission des Nations unies devrait s'appuyer sur les acquis obtenus par la MISMA et contribuer à la stabilité à long terme du pays, en aidant les forces maliennes à se préparer à reprendre leurs responsabilités sur l'ensemble du territoire du Mali. Ils ont souligné la nécessité de maintenir le rôle de l'Afrique dans la recherche d'une solution durable à la crise au Mali et de prendre en compte les préoccupations de l'Afrique dans le processus politique au Mali. Ils ont salué la poursuite des efforts déployés par la CEDEAO, les pays du champ et les autres pays de la région, en vue d'améliorer la coordination de leurs contributions à la paix, à la sécurité et au développement au Mali et dans la région sahélo-saharienne.

Les deux parties ont reconnu l'importance d'une réforme du secteur de la sécurité, y compris la restructuration des Forces maliennes de défense et de sécurité, et se sont félicitées de la contribution que l'UE continue d'apporter à la stabilisation du Mali à travers sa Mission de formation militaire (EUTM) et aux efforts régionaux de renforcement des capacités. Elles ont pris note de l'évolution du processus politique, ainsi que de la détermination des autorités maliennes à tenir des élections en juillet 2013, et les ont exhortées à intensifier le dialogue devant mener à la réconciliation et à la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire malien. Ils ont réitéré leur exigence pour le désarmement de tous les groupes armés au Mali, y compris le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Ils ont souligné l'importance que revêt l'organisation d'élections transparentes, inclusives libres et justes, et encouragé les partenaires internationaux à apporter leur soutien à cette fin. Ils ont salué les engagements importants pris lors de la conférence des donateurs du Mali tenue à Bruxelles, le 15 mai 2013. Tout en reconnaissant les programmes en cours initiés par l'UE, ils ont appelé ceux qui ont fait des annonces à honorer leurs engagements. Ils ont réitéré la nécessité d'une étroite coordination entre les partenaires dans la poursuite de leurs efforts collectifs dans la recherche de solutions aux crises au Mali et au Sahel.

2. Guinée-Bissau

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont pris note de la formation d'un nouveau Gouvernement transitoire inclusif à la suite de l'accord conclu entre les deux principaux partis politiques en Guinée-Bissau. Le nouveau Gouvernement de transition devra, en priorité, préparer l'organisation, avant la fin de l'année, d'élections démocratiques devant conduire à la restauration de l'ordre constitutionnel. Ils se sont félicités de la volonté exprimée par l'UE d'apporter un appui technique et financier au processus électoral, une fois qu'une feuille de route appropriée aura été adoptée. Ils ont souligné la nécessité d'une réforme des forces de défense et de sécurité. Ils ont

souligné la nécessité de lutter plus efficacement contre le crime organisé, le trafic de drogue et la pêche illégale, de protéger les droits de l'homme et l'État de droit et de mettre fin à l'impunité, ainsi que l'importance cruciale qu'il convient d'accorder à la préservation et à la gestion durable des ressources naturelles de la Guinée-Bissau, y compris l'exploitation durable des ressources marines et terrestres. Ils ont salué les efforts conjoints déployés par l'UA, la CEDEAO, la CPLP, l'UE et les Nations unies en faveur du retour à l'ordre constitutionnel et à la stabilité en Guinée-Bissau, et attendent avec intérêt la deuxième mission d'évaluation conjointe des cinq organisations en Guinée-Bissau, à l'effet d'encourager les parties prenantes à remplir les conditions nécessaires à l'organisation d'élections libres et transparentes avant la fin de l'année.

3. Somalie

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE se sont félicités des progrès réalisés en Somalie depuis la fin de la période de transition en août 2012, y compris la mise en place du Parlement fédéral somalien, l'adoption de la Constitution fédérale provisoire, l'élection du Président par le Parlement fédéral, la nomination du Premier ministre et la formation du gouvernement fédéral somalien (SFG). Les deux parties ont souligné la nécessité d'avancées concrètes dans le processus de dialogue et de réconciliation entre les parties prenantes somaliennes en vue de la mise en place d'autorités régionales en Somalie. Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont cependant exprimé leur préoccupation face à la reprise des affrontements entre les factions opposées à Kismayo, et ont exhorté tous les acteurs concernés à sortir de l'impasse politique, à travers un dialogue inclusif, sous la conduite du SFG, avec l'appui de l'UA et de l'IGAD, en vue de faire avancer la structure fédérale du pays. Ils ont félicité le SFG et la région du Somaliland pour leur interaction, et ont appelé à la poursuite active du dialogue ainsi engagé.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont salué le rôle crucial de l'AMISOM dans la stabilisation de la Somalie, permettant ainsi le déroulement du processus politique. Ils ont reconnu la nécessité pour l'AMISOM de poursuivre ses opérations avec une capacité logistique et en multiplicateurs de force renforcée, afin de lui permettre de mieux faire face aux nouveaux défis sécuritaires. Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont pris note du rôle important de la Mission de formation de l'UE dans la formation des futurs cadres militaires somaliens, ainsi que celui de EUNAVFOR ATALANTA dans la lutte contre la piraterie et de EUCAP NESTOR dans l'appui à la sécurité maritime. Ils ont, en outre, salué le déploiement de la nouvelle Mission des Nations unies pour la Somalie et la nomination d'un nouveau Représentant spécial des Nations unies. Ils ont souligné la nécessité d'une coordination et d'une coopération étroites entre la nouvelle Mission de l'ONU et l'AMISOM pour le bon accomplissement de leurs mandats respectifs, en faveur de la paix, de la sécurité et de la réconciliation en Somalie.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont salué les efforts conjoints déployés par l'UA et l'IGAD en Somalie, avec le soutien de la communauté internationale. À cet égard, ils ont salué les résultats de la Conférence internationale sur la Somalie, tenue à Londres le 7 mai 2013, et attendent avec intérêt la tenue de la Conférence de Bruxelles qui devra endosser le plan de reconstruction politique de la Somalie dans le cadre d'un nouveau contrat de transition.

4. Soudan et Soudan du Sud

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont exprimé leur préoccupation face à la résurgence de la tension entre le Soudan et le Soudan du Sud, faisant ainsi peser une menace sur les Accords cruciaux signés en septembre 2012. Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont souligné les graves

conséquences que pourrait avoir l'arrêt de la production de pétrole sur la viabilité des deux pays, leurs relations, ainsi sur l'ensemble de la région. Ils ont souligné l'importance de la mise en œuvre rapide et scrupuleuse de tous les Accords signés entre les deux pays, comme la seule voie vers une normalisation définitive de leurs relations, pour le bénéfice de leurs populations. La réunion a exhorté le Soudan et le Soudan du Sud à résoudre toute plainte ou accusation relative à la sécurité par la voie des mécanismes bilatéraux convenus. Ils ont exprimé leur soutien résolu au Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'UA, ainsi que son appréciation pour le travail du Groupe dans la facilitation des négociations et pour ses efforts qui ont permis récemment de faire baisser la tension entre les deux pays. Ils se sont également félicités des efforts de l'IGAD et de l'UA en appui aux Parties.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont exhorté le Soudan et le Soudan du Sud à reprendre les discussions en vue de parvenir à un accord sur la mise en place des institutions provisoires d'Abyei et sur le statut final d'Abyei. Ils ont également appelé les Parties à trouver une solution à la question des zones frontalières contestées et revendiquées, reconnaissant que cela pourrait servir de plate-forme importante pour la coopération transfrontalière dans le cadre de frontières souples, de la coopération et de l'intégration régionales. Ils restent préoccupés par la grave situation humanitaire dans le Kordofan méridional et le Nil Bleu, et ont demandé que des mesures soient prises pour remédier à la situation. Ils se sont félicités du récent lancement de pourparlers directs entre le Gouvernement du Soudan et le SPLM-N, et ont exhorté les parties à poursuivre leurs négociations directes afin de parvenir à une solution globale. Le COPS de l'UE a félicité le CPS de l'UA pour la mission qu'il a effectuée au Darfour, du 17 au 19 mars 2013, en appui aux efforts de paix au Darfour.

5. République démocratique du Congo (RDC) et région des Grands Lacs

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont exprimé leur préoccupation face à la situation sécuritaire instable à l'Est de la RDC, en particulier dans le Nord-Kivu, et ont salué le renouvellement du mandat de la MONUSCO, qui comprend maintenant une Brigade d'intervention, une opération conjointe novatrice Nations unies/UA-SADC-CIRGL, dont le déploiement devrait contribuer à améliorer la situation dans la région. Dans ce contexte, le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont félicité les pays contributeurs de troupes à la Brigade d'intervention, à savoir la Tanzanie, l'Afrique du Sud et le Malawi. Ils ont souligné que seule une solution politique inclusive apportera la paix et le développement aux populations après une si longue période d'instabilité. Ils ont salué l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région signé à Addis Abéba, le 24 février 2013, et ont appelé à sa mise en œuvre intégrale. À cet égard, le CPS de l'UA et le COPS de l'UE se sont félicités de la première réunion du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre, tenue à Addis Abéba, le 26 mai 2013. Ils se sont en outre félicités de la mission effectuée par le CPS de l'UA en RDC, du 11 au 14 mai 2013.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont appelé toutes les parties à assurer le respect des droits de l'homme, ainsi qu'une lutte efficace contre l'impunité dans la région. Ils ont exprimé leur préoccupation face à l'absence de progrès dans les négociations entre le Gouvernement de la RDC et le M23 à Kampala, et ont exhorté les deux parties à revenir à la table des négociations, en vue de parvenir à un accord.

6. République centrafricaine (RCA)

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont exprimé leur profonde préoccupation face à la situation sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme en RCA. Ils ont réitéré leur appel à tous les acteurs concernés à respecter les Accords de Libreville de janvier 2013 et la déclaration subséquente adoptée à N'Djamena par la CEEAC. Ils ont appelé au rétablissement de l'ordre public et de la sécurité, comme condition *sine qua non* pour le bon déroulement de la transition et pour l'acheminement de l'assistance aux populations affectées. Ils ont souligné la nécessité de rétablir les institutions centrafricaines et leur fonctionnement efficace, comme une étape cruciale dans la préparation des élections présidentielles et législatives prévues à la fin de la période de transition de 18 mois.

Ils ont convenu de la nécessité d'une mission de maintien de la paix, afin de garantir la sécurité et la protection des civils en RCA.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont pris note de la décision des autorités centrafricaines pour permettre la poursuite des activités de l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur, y compris les opérations des forces armées étrangères qui y contribuent.

7. Initiative de coopération régionale pour l'élimination de l'Armée de résistance du Seigneur

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE ont déploré les atrocités commises par la LRA, et ont réaffirmé leur soutien à la stratégie Nations unies-UA pour éliminer la menace de la LRA, y compris l'Initiative régionale de coopération. Ils se sont félicités des progrès récemment accomplis dans la mise en œuvre de l'Initiative régionale et, en particulier, l'adoption du concept d'opérations, l'intégration formelle des contingents militaires et l'installation du siège à Yambio, au Soudan du Sud.

Le CPS de l'UA et le COPS de l'UE se sont félicités des efforts de l'Envoyé spécial de l'UA pour l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) pour les résultats obtenus à ce jour, et ont appelé à poursuivre une étroite coordination et la coopération entre toutes les parties concernées pour parvenir à une bonne mise en œuvre de l'Initiative.

Ils ont convenu de continuer à se consulter et à coopérer étroitement sur toutes ces questions.

Les deux parties ont convenu de se réunir à Bruxelles, en 2014.